

## **Contribution à l'histoire du Parti communiste de Belgique**

RENARD, Claude

2009, 28 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/contribution\\_histoire\\_du\\_pcb.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/contribution_histoire_du_pcb.pdf) >

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : RENARD, Claude, *Contribution à l'histoire du Parti communiste de Belgique*, Bruxelles, CARCoB, 2009, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/contribution\\_histoire\\_du\\_pcb.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/contribution_histoire_du_pcb.pdf) >, (date de consultation).

---

# CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Par Claude RENARD

## Sommaire

I. RACINES HISTORIQUES. LA GAUCHE DU P.O.B. AVANT 1914 -----	1
II. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE. « FAILLITE » DE LA II <sup>e</sup> INTERNATIONALE-----	3
III. 1921-1932. NAISSANCE ET FORMATION DU PCB -----	6
IV. LES TOURNANTS DE 1932-1935. PRIORITÉ À L'ANTIFASCISME. 1936 -----	9
V. DE LA « DRÔLE DE GUERRE » À LA LIBÉRATION. 1938-1945 -----	12
VI. DE L'APOTHÉOSE - 1944/45 - AU CONSTAT D'ÉCHEC (1954) -----	15
VII. DU XI <sup>e</sup> CONGRÈS À LA « GRANDE GRÈVE » DE 60-61 -----	17
VIII. 1965-1979. STABILISATION. STAGNATION. ÉROSION -----	20
IX. FIN DE PARCOURS -----	23

## I. RACINES HISTORIQUES. LA GAUCHE DU P.O.B. AVANT 1914

En tant qu'organisation, le Parti ouvrier belge fondé en 1885 avait pour caractéristique - et il la conservera, pour l'essentiel, jusqu'en 1945 - de n'être que la façade d'un vaste regroupement d'associations ouvrières diverses, coopératives (longtemps les plus représentatives), syndicats, mutualités, etc., formant un conglomérat au sein duquel, du moins à l'origine, les ligues (sections) locales seules étaient spécifiquement politiques.

La puissance des coopératives ne s'expliquait pas seulement par leur réelle utilité. Pour Edouard Anseele, un des principaux dirigeants du P.O.B., "la coopération tisse(ra)it le linceul du capitalisme." Quant à Emile Vandervelde, tenant de ce qu'on a appelé le réformisme gradualiste, il estimait que la conquête du suffrage universel permettrait à une future majorité parlementaire de gauche de réformer progressivement la société dans les sens du collectivisme.

Pour être compris de nos jours, ces points de vue doivent être resitués dans le contexte des idées alors répandues dans les milieux de gauche. Sur le plan théorique, le P.O.B. s'était donné en 1893-1894 une charte, la Charte ou Déclaration de Quaregnon, qui n'était certes pas sans mérite dans la mesure où elle bénéficia de l'expérience de personnalités comme César De Paepe, lequel avait fait ses premières armes sous l'égide de l'Association Internationale des Travailleurs (1864-1872) dont Marx avait rédigé la Déclaration inaugurale. Mais elle affichait un net retard par rapport aux positions les plus avancées qui se dessinaient alors au sein de la IIème Internationale fondée en 1889, notamment le programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande (1891). En 1898, Vandervelde et Destree expliquèrent que les conceptions collectivistes qui se trouvaient à la base de la Charte de Quaregnon constituaient une synthèse du *Manifeste communiste* de Marx, des expériences britanniques en matière de coopération (self help) et des tendances idéalistes du socialisme français (1).

Avec le développement rapide du prolétariat industriel, surtout en Wallonie, le mouvement syndical prit de plus en plus de poids dans le parti qui contribua d'ailleurs à lui assurer une certaine cohésion sur le plan interprofessionnel. Cela permit à la classe ouvrière de passer du stade des révoltes (1886) à des formes de lutte efficaces, en particulier la grève générale. C'est ainsi que la grève générale de 1893 déboucha sur la conquête du droit de vote pour les hommes (dans les conditions du vote censitaire) et peu après, sur l'élection de représentants du P.O.B. au Parlement. Mais, très vite, de nouveaux problèmes se posèrent. Dans un parti qui, on l'a vu, n'en était pas un au sens strict du terme, le groupe parlementaire devint la direction politique de fait. L'action du parti fut insensiblement subordonnée à la tactique parlementaire avec des conséquences particulièrement gênantes pour le mouvement syndical. Cela se vérifia dès 1902 : une deuxième grève générale pour le suffrage universel "pur et simple" (c'est-à-dire "un homme, une voix") se termina par un échec cuisant, le groupe parlementaire ayant refusé, en fait, de la relayer parce qu'elle dérangeait ses plans d'alliance avec la gauche libérale. Une troisième grève générale, cette fois bien organisée, eut lieu néanmoins en 1913 et obtint une "demi-victoire" (selon les avis convergents de Lénine et de Vandervelde), mais l'objectif principal, le S.U. "pur et simple", ne fut toujours pas atteint. Il ne le sera pas avant 1919. Dans un tout autre domaine et durant la même période, on notera que le P.O.B. avait soutenu sans réserve la révolution russe de 1905 qui vit la naissance des premiers soviets.

Tel est le contexte dans lequel les courants de gauche du mouvement ouvrier belge se frayèrent un chemin qui devait aboutir, pour certains d'entre eux, et au lendemain de la Première guerre mondiale, à la constitution d'un parti communiste. Des courants dont la diversité doit être prise en compte.

Un des plus importants fut celui qui se réclamait de l'"orthodoxie" marxiste, avec Henri De Man et Louis De Brouckère, mais son apport, au niveau des luttes concrètes, fut des plus limités, car, selon la formule de Maxime Steinberg, il ne fut finalement rien d'autre que "la mauvaise conscience du réformisme" (2). On lui doit cependant d'avoir contribué à transmettre des idées utiles à des militants qui, sans lui, n'en auraient peut-être jamais eu connaissance. On notera du reste que l'un des futurs fondateurs du P.C.B., Charles Massart, appartenait à ce courant et comptait, à ce titre, parmi les professeurs de la Centrale d'Éducation Ouvrière.

Il y eut aussi, surtout du côté wallon, un courant de gauche très dynamique, mais qui eut la particularité de n'apparaître que dans les phases d'aiguïsement de la lutte des classes, en particulier dans les grèves générales, avec des personnalités comme Alfred Defuisseaux et, plus tard, Jules Destrée. Mais ce courant devait soulever ses vagues ultimes lors de la grève générale de 1913.

Le courant de gauche que ses positions et ses activités préparèrent le mieux à se rallier au communisme après le traumatisme de la guerre s'identifiait alors à ce syndicalisme révolutionnaire qui, sous l'influence de la C.G.T. française, avait déjà rejeté l'apolitisme des anarchistes pour faire siennes des revendications politiques telles que le S.U. et la loi des 8 heures, et qui opposait "l'action directe" aux attermoissements du parlementarisme.

Les Jeunes Gardes Socialistes apportèrent beaucoup de sang neuf à ce courant de gauche qui était loin d'être homogène. Reste que ce fut en lui que s'affina peu à peu une critique constructive des carences du parlementarisme, critique allant de pair avec des propositions concrètes pour une action politique plus efficace et donc en rapport plus étroit avec ce que Marx appela le "mouvement réel" (lequel devait donner tout son sens à la notion d' "action directe"). A partir de 1911, il publia un journal qui s'intitulait *L'Exploité* et autour duquel se forma, après 1918, un groupe de soutien : "Les Amis de *L'Exploité*". Parmi ses fondateurs et rédacteurs figurait Joseph Jacquemotte, secrétaire du Syndicat des Employés socialistes de Bruxelles et membre du P.O.B. à Bruxelles puis à Molenbeek.

Que proposait-il ? On insistera plus particulièrement ici sur trois idées majeures qu'il défendit très tôt et qui prennent tout leur sens quand on les met en relation avec les limites politiques du P.O.B. qui ont été évoquées plus haut :

- En agglomérant toutes sortes de groupements qui adhèrent à son programme, des coopératives aux mutualités en passant par les syndicats, le P.O.B. engendre "l'unité dans le désordre et dans la confusion" ;
- Il faut que les syndicats se désaffilient du P.O.B. (de préférence en accord avec lui) pour assurer pleinement l'indépendance syndicale ;
- Il faut que le P.O.B. devienne un vrai parti politique et l'organisateur d'un grand débat démocratique "sur les intérêts immédiats et futurs du prolétariat".

On ne s'étonnera donc pas que l'histoire reconnaisse en Joseph Jacquemotte la figure de proue du communisme belge en sa phase initiale. Les décantations provoquées par la Première guerre

mondiale ne feront que confirmer ce qui devenait déjà possible et même probable à la veille du conflit.

---

(1) Emile Vandervelde et Jules Destrée. *Le socialisme en Belgique*. Paris : V. Giard et E. Brière, 1898.

(2) Maxime Steinberg. *À l'origine du communisme belge : l'extrême gauche révolutionnaire d'avant 1914*. Bruxelles : Fondation Joseph Jacquemotte, 1985.



## II. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE. « FAILLITE » DE LA IIÈME INTERNATIONALE.

Le P.O.B. avait adhéré à la IIème Internationale dès sa fondation, en 1889, et, comme on l'a vu, ses militants furent attentifs aux idées qui animaient les débats politiques dans les autres partis se réclamant du socialisme, surtout en Allemagne et en France. L'Anversois Camille Huysmans fut d'ailleurs nommé secrétaire de la IIème Internationale en janvier 1905, et il entretint à ce titre une correspondance suivie avec Lénine jusqu'en 1914 (3). Les principes internationalistes du parti ne différaient donc en rien de ceux que l'Internationale avait énoncés à plusieurs reprises dans l'hypothèse de l'éclatement d'une guerre en Europe. En 1907, le congrès de Stuttgart avait affirmé que les socialistes utiliseraient la crise ouverte par la guerre pour renverser le capitalisme et, en 1912, le congrès extraordinaire de Bâle, s'il fut moins précis, n'en dénonça pas moins le caractère impérialiste du conflit qui menaçait. L'éloquence de Jaurès contribua beaucoup au rayonnement de ces idées. Mais tout n'était pas lumineux pour autant. En Belgique, lors du 28ème congrès du parti, en mars 1913, Vandervelde déclara qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la France, il conviendrait de soutenir la France républicaine et démocratique contre la grande monarchie militariste allemande, mais que, dans l'hypothèse d'une guerre entre ladite monarchie et l'empire tsariste, « nos amis russes » devraient « sauter à la gorge du tsarisme. » (4). C'était là une analyse d'inspiration marxiste, à ceci près qu'elle était complètement dépassée. Outre le fait que la France et la Russie étaient devenues des alliées depuis 1907, le capitalisme mondialisé en était arrivé à un tel stade de rivalités et d'antagonismes qu'il n'était plus possible de distinguer « bons » et « mauvais » comme le faisait Vandervelde. La guerre qui s'était déjà amorcée dans les Balkans ne pouvait être que la guerre impérialiste envisagée par le congrès de Bâle. Et c'est bien ce qui se produisit en août 1914.

Confrontée à ce drame, la IIème Internationale vola en éclats en même temps que la paix. Et si Vandervelde alla jusqu'à y voir une grave défaite, on ne peut s'étonner que les opposants à la guerre y virent, eux, une « faillite », encore qu'il fallut tout de même attendre la troisième année du conflit pour que les ex-« amis russes » de Vandervelde sautassent effectivement « à la gorge du tsarisme ».

Partout, les bonnes intentions exprimées à Stuttgart et à Bâle furent ensevelies sous une avalanche de nationalisme et de chauvinisme. La Belgique n'en fut pas épargnée et on peut le comprendre compte tenu de l'agression dont elle avait été victime malgré son statut de pays neutre. Lénine lui-même reconnut qu'il s'agissait là d'un cas particulier. Il était cependant difficile d'en tenir compte dans les conditions d'une guerre qui avait si bien pour enjeu réel le repartage du monde entre les grandes puissances que les Anglais et les Français s'étaient mis d'accord secrètement pour offrir le Congo belge à l'Allemagne en cas de compromis (5). D'autant plus difficile d'en tenir compte que, dès la victoire de l'Entente, certains milieux politiques belges, socialistes inclus, manifestèrent bruyamment des prétentions annexionnistes visant non seulement l'Allemagne, mais aussi les Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg, sans parler de l'Afrique centrale. Au surplus, après le calamiteux traité de Versailles, la Belgique fut le seul pays qui s'associa à la France lors de la non moins calamiteuse occupation militaire de la Ruhr, en 1923.

On comprend donc l'ampleur des difficultés que rencontra la gauche internationaliste dans la Belgique occupée par les « Boches ». Charles Massart écrira : « En Belgique, sauf une infime

minorité, les socialistes furent tous victimes de la psychose de guerre. » (6). Difficultés d'autant plus grandes qu'un isolement quasi-total coupait la base socialiste des sources d'information qui auraient pu la tenir au courant d'initiatives prises ailleurs par les opposants à la guerre. Or, dès septembre 1915, des représentants de onze partis socialistes s'étaient rencontrés à Zimmerwald (près de Berne) pour explorer les voies d'un éventuel rétablissement des relations et, à cette conférence, avait succédé en avril 1916, celle de Kienthal (toujours en Suisse) qui avait fait quelques pas de plus. Sa résolution condamnait, en effet, les visées impérialistes des belligérants, réclamait un armistice immédiat et appelait les partis socialistes à se retirer des gouvernements dans lesquels ils siégeaient depuis le début des hostilités. Délégué du Parti bolchévique, Lénine joua un rôle important dans ces deux réunions. Mais ce fut au cours de l'année 1917 que les opposants à la guerre et à « l'union sacrée » commencèrent à sortir de l'isolement à l'échelle européenne. Cette année-là ne fut pas seulement celle des révolutions de février et surtout d'octobre en Russie ; elle fut marquée par des troubles graves sur les fronts français et italien, alors que le mouvement spartakiste naissait en Allemagne et que les principaux leaders de ce mouvement (Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, Karl Liebknecht) étaient emprisonnés. Jusque-là presque complètement isolée, la gauche internationaliste belge bénéficia alors d'une légère éclaircie. À Gand, les militants J.G.S., dont Oscar Van den Sompel qui fonda un « Vredesgroep » et un petit journal, *De Rode Jeugd*, avant de se rallier au communisme, avaient été informés par un militaire allemand de ce qui s'était passé à Zimmerwald et à Kienthal. L'information vint aussi de Hollande où le Bureau de la II<sup>ème</sup> Internationale (B.S.I.) et Camille Huysmans s'étaient installés. Depuis La Haye, Huysmans tenta, avec le concours de socialistes de pays neutres, d'organiser des rencontres entre les sociaux-démocrates des deux camps et c'est ainsi qu'en 1917, fut convoquée à Stockholm une conférence internationale qui devait réunir tous les partis socialistes. Mais le P.O.B. refusa d'y prendre part. Comme l'a relevé Charles Massart : « En Belgique, Stockholm fut le point de discrimination entre nationalistes et internationalistes. » (7). L'attitude du P.O.B. devait d'ailleurs amener Camille Huysmans à démissionner du secrétariat de la II<sup>ème</sup> Internationale au lendemain de la guerre. Sur le terrain, la proposition du B.S.I. suscita des débats qui permirent à la gauche internationaliste de s'exprimer. C'est ainsi que, de l'avis de Marcel Liebman, Joseph Jacquemotte fut vraisemblablement l'auteur d'une motion favorable à Stockholm que le Conseil général du P.O.B. aurait rejetée, le 22 août 1917, par 70 voix contre 5 (8). On rapprochera cette information d'un rapport que J. Jacquemotte et J. Poulet présentèrent, en juin 1922, à l'Exécutif de l'Internationale communiste, rapport où il est dit que « c'est dans le groupe actuel de *L'Exploité* que se trouvent les hommes qui (pendant l'occupation) menèrent une action constante en vue du rétablissement des relations internationales. »

Bien que très mal connus, les événements de Russie semblent avoir été à l'origine, surtout durant la dernière année de la guerre, d'un certain regain des sentiments internationalistes, même en Belgique.

En témoigne notamment le succès de la diffusion clandestine d'une brochure intitulée *La révolution russe*. Éditée en août 1918 avec l'accord du Bureau du P.O.B. et la collaboration non seulement de Jacquemotte mais aussi du directeur de *Peuple*, Joseph Wauters, cette brochure invitait les lecteurs à prendre en considération « l'ampleur et la pureté » de la révolution russe et « l'émouvante grandeur de son œuvre sociale », tout en continuant par ailleurs à lui reprocher le traité de Brest-Litovsk. Ce relatif revirement reflétait sans doute un tout aussi relatif changement dans la perception de la révolution des Soviets au niveau du mouvement ouvrier, revirement que la fin de la guerre allait amplifier jusqu'à un certain point. Dans le cas contraire, on comprendrait

difficilement le fait qu'en août 1920, les dockers d'Anvers refusèrent de charger des armes qui étaient destinées aux armées contre-révolutionnaires qui opéraient alors en Pologne.

---

(3) Georges Haupt. *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans* : 1905-1914. Bruxelles : Labor ; Paris ; La Haye : Mouton & Co, 1963.

(4) Claude Renard. *Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge*. Bruxelles : Fondation Joseph Jacquemotte, 1967.

(5) Marc Ferro. *La grande guerre* : 1914-1918. Paris : Gallimard, 1990. (Folio. Histoire ; 29).

(6) Charles Massart. *La Belgique socialiste et communiste*. Paris : Librairie de l'Humanité, 1922.

(7) Idem.

(8) Marcel Liebman. *Origine et signification idéologique de la scission communiste dans le Parti Ouvrier Belge, 1921 : étude dans un contexte international*. 3 vol. Bruxelles : U.L.B., 1962-1963. (Thèse de doctorat inédite).

### III. 1921-1932. NAISSANCE ET FORMATION DU P.C.B.

En octobre 1920, la fédération bruxelloise du P.O.B. demanda par 128 voix contre 29, le retrait pur et simple de la IIème Internationale et l'adhésion à une Internationale unique « réalisant l'union des partis socialistes révolutionnaires. » (9). À ce moment, l'Internationale communiste ou IIIème Internationale existait déjà depuis 1919 et avait tenu son deuxième congrès en juillet-août 1920, mais Lénine n'avait pas exclu un retour à la case départ au cas où l'I.C. ne s'assurerait pas la base de masse nécessaire. De 1921 à 1923, allait aussi apparaître une Internationale 2 ½ dont on peut penser qu'elle correspondit fugitivement à l'aspiration des socialistes bruxellois. Quant à *L'Exploité* qui avait comparé la IIème Internationale à un « cadavre récalcitrant », il ne cachait pas son appui à la IIIème Internationale, non plus que son enthousiasme pour les résultats du congrès de Tours qui avait vu la naissance, en 1920, du Parti communiste français.

C'est dans ce contexte international et sur fond de secousses révolutionnaires dans plusieurs pays européens, dont l'Allemagne et la Hongrie, que Jacquemotte et ses amis reprirent leur lutte au sein du P.O.B. sur les thèmes indiqués plus haut :

- Indépendance syndicale ;
- Transformation du P.O.B. en un véritable parti politique ;
- En finir avec le réformisme (ce qui ne voulait pas dire avec les réformes).

Jacquemotte était toutefois opposé à toute rupture précipitée. Il estimait que la forme d'organisation du parti exigeait qu'on agît en son sein jusqu'au moment où il deviendrait possible de constituer un parti communiste ayant une base suffisante, car il n'avait pas confiance dans des groupements ayant, disait-il, « un caractère de cercle fermé ». Sur ce point, Jacquemotte visait divers groupes communistes qui s'étaient créés dans les différentes régions du pays. À Gand, par exemple, le groupe zimmerwaldien d'Oscar Van den Sompel (rejoint plus tard par Georges Van den Boom) avait été exclu du P.O.B. dès 1916 ; transformé en groupe communiste au moment de l'armistice, il prendra contact avec d'autres associations locales (Bruxelles, Anvers, Termonde et, temporairement, Louvain) pour fonder une Fédération communiste flamande, en janvier 1920, ainsi qu'un journal, *De Internationale*. Il y eut même un Parti communiste belge qui se constitua en novembre-décembre 1920, à l'initiative de militants issus pour la plupart des J.G.S. Le groupe le plus important qui fut à l'origine de ce mini-parti se situait à Bruxelles. Son journal, publié à partir de mars 1920, prit le titre de *L'Ouvrier communiste*. On pouvait y lire des appels à la grève générale pour donner tout le pouvoir à des Conseils ouvriers (équivalents des Soviets). « Les Soviets partout » était d'ailleurs un mot d'ordre assez répandu dans les groupuscules révolutionnaires de l'époque.

Avant de se constituer en parti (qui compterait environ 200 membres), ce groupe communiste avait délégué son secrétaire, Edouard (dit War) Van Overstraeten, au deuxième congrès de l'I.C. à Moscou (juillet-août 1920). Ces militants n'avaient que peu d'expérience du mouvement ouvrier. « Ils avaient été emportés par l'élan révolutionnaire d'octobre 1917 et faisaient preuve dans l'interprétation des documents de l'I.C. de plus de bonne volonté que de sens politique » (10). Aussi *L'Ouvrier communiste* tirait-il à boulets rouges sur *L'Exploité* accusé de se montrer trop conciliant envers le P.O.B., attaques auxquelles Jacquemotte jugea inutile de répondre. Il faut

dire qu'en juillet 1921, lors du troisième congrès de l'I.C., Lénine lui-même estima qu'il était temps de mettre une sourdine à la dénonciation du centrisme, souvent inconsidérée.

Quoi qu'il en soit, malgré leurs efforts, Jacquemotte et ses amis ne parvinrent pas à gagner la bataille qu'ils avaient engagée et cela malgré certains succès : de septembre 1919 à juillet 1920, le tirage de *L'Exploité* passa de 10.000 à 12.000 exemplaires et la Fédération des Amis du journal avait réussi à essaimer largement dans la partie francophone du pays. On put mesurer l'influence non négligeable de cette gauche radicale à l'occasion de certains votes. Dès avril 1919, lorsque le congrès du P.O.B. eut à se prononcer sur la participation gouvernementale, l'opposition obtint 126 voix contre 305 à la majorité participationniste. À un congrès suivant (Toussaint 1920), ce fut près du quart des délégations qui se prononça pour le retrait des ministres socialistes du gouvernement. Mais, à partir de décembre 1920, le Conseil général du P.O.B. organisa une contre-attaque et prit des mesures telles que les opposants de gauche furent littéralement acculés à une scission qu'ils ne souhaitaient pas. Et ce fut dans ces conditions que, le 29 mai 1921, le troisième congrès des « Amis de *L'Exploité* » décida la création d'un parti communiste par 713 voix contre 35 et 30 abstentions. Décision inévitable, mais qui eut pour conséquence immédiate la perte de nombreux membres et d'abonnés au journal. Il devint dès lors logique d'envisager la fusion des diverses organisations qui s'étaient ralliées à l'I.C., fusion qui fut pratiquement imposée par le Komintern que présidait alors Zinoviev. La naissance du Parti communiste de Belgique (et quasi simultanément de ses journaux *Le Drapeau Rouge* et *De Rode Vaan*) eut donc lieu à Bruxelles le 4 septembre 1921, avec Van Overstraeten en qualité de secrétaire. En même temps que l'amorce d'une espérance, cette fondation marquait le début d'un calvaire politique qui allait durer une dizaine d'années.

Le P.C.B. fut réduit à ce qu'on appela le « bataillon des 517 ». En juillet 1923, 54 des militants dudit bataillon furent traînés devant la Cour d'assises pour « complot contre la sécurité de l'État » avant d'être acquittés, et pour cause (11). Mais ce sont surtout les crises internes de l'I.C. même qui eurent de graves conséquences pour le jeune parti. Il y eut d'abord les répercussions du conflit ouvert par le trotskisme qui, en 1927-28, vidèrent le parti des trois-quarts au moins de ses affiliés, sans que les partisans de Trotski, dont Van Overstraeten, fussent en mesure de constituer un autre parti représentatif. Il y eut en outre les errements sectaires du Komintern qui, au nom du principe « classe contre classe », écartèrent de la direction du P.C.B. un Jacquemotte et un Julien Lahaut pour les remplacer par Henri De Boeck et Marc Willems.

A en juger par ces difficultés, on pourrait ne pas comprendre comment ce parti parvint malgré tout à sauvegarder sa plus que modeste représentation parlementaire : deux élus en 1925, Jacquemotte et Van Overstraeten, Jacquemotte seul en 1929 (mais avec une légère progression en voix). C'est que bien des électeurs de la gauche radicale restèrent attirés par le rayonnement d'un communisme sans commune mesure avec les réalités du terrain, tout comme dans les classes dirigeantes, selon la formule de José Gotovitch, sévissait « la peur du communisme plus que du parti communiste » (12).

Ce fut d'ailleurs cette peur-là, au moins autant que la montée en puissance du mouvement syndical, qui amena la classe dirigeante à s'engager précipitamment, après l'armistice, dans la voie des réformes. En 1919, la grève générale de 1913 obtint en quelque sorte une victoire différée : le vote censitaire fut rayé d'un trait de plume et remplacé par le suffrage universel « pur et simple » (pour les hommes) avant même que la Constitution ne fût révisée. En 1921, la loi des 8 heures, vieille revendication de l'Internationale, fut adoptée. D'autres réformes progressistes

furent acquises dans le même élan, notamment ce qu'on appellera couramment « l'index » des prix de détail. Mais cela n'allait pas durer. Comme l'a écrit Louis Bertrand : « Le vent des révolutions (...) avait cessé. Les conservateurs bleus et noirs avaient cédé par crainte du pire ; puis ils déclarèrent que l'on avait assez fait... » (13). En fin d'année 1921, le P.O.B. fut effectivement renvoyé dans l'opposition, malgré ses bons et loyaux services.

Les « conservateurs bleus et noirs » gouvernèrent à l'aise jusqu'à la fin des années 20, c'est-à-dire jusqu'au krach de Wall Street (1929) qui répandit ses ondes de choc à travers le monde, sans épargner la Belgique. On put le constater lors des fortes secousses sociales de 1932 et de 1935, dates qui correspondent aussi à un tournant dans l'histoire du P.C.B.

(9) *Le Peuple*, 24 octobre 1920.

(10) Claude Renard, op. cit.

(11) Parmi les avocats de la défense : Jules Destrée, Henri Rolin et Paul-Henri Spaak.

(12) José Gotovitch. *Histoire du Parti communiste de Belgique*. Bruxelles : CRISP, 1997. (Courrier hebdomadaire ; 1582).

(13) Louis Bertand. *Souvenirs d'un meneur socialiste*. 2 vol. Bruxelles : L'Églantine, 1927.

#### IV. LES TOURNANTS DE 1932-1935. PRIORITÉ À L'ANTIFASCISME. 1936

La crise qui vint balayer l'euphorie des « années folles » fut un des facteurs dont le P.C.B. tira parti pour amorcer sa sortie du désert. Encore n'y aurait-il probablement pas réussi sans l'activité de militants qui avaient résisté aux épreuves comme Jacquemotte et Félix Coenen qui, ayant rompu avec Van Overstraeten, allait devenir une figure emblématique du parti et assumer, un temps, la fonction de secrétaire général. On relève aussi l'arrivée de nouveaux cadres. À titre d'exemples, citons, côté wallon, Julien Lahaut, militant syndical charismatique de la métallurgie liégeoise qui adhéra en 1923, et côté flamand, Jef Van Extergem, ex-« activiste » de gauche qui adhéra en 1928, à sa sortie de prison (14). On pourrait citer bien d'autres noms : celui du Verviétois Joseph Leemans notamment, qui avait rompu, lui aussi, avec Van Overstraeten.

Les historiens s'accordent à considérer que l'année 1932 pesa d'un certain poids dans l'histoire sociale du pays et, corrélativement, dans celle du P.C.B. Alors que la crise économique et la politique déflationniste du gouvernement catholique-libéral avaient plongé dans la misère une grande partie de la classe ouvrière (15), la Commission syndicale du P.O.B. s'opposait au recours à la grève en partant du point de vue que cette forme de lutte était inopérante en période de crise. Or, en juillet 1932, des grèves violentes se déclenchèrent dans les bassins miniers et la métallurgie contre la réduction systématique des salaires. Durant près de deux mois, le mouvement mobilisa 200.000 à 240.000 grévistes qui, malgré le freinage syndical et une répression extrêmement brutale, atteignit au moins partiellement son objectif en obtenant « une stabilisation temporaire des salaires » (16). On eut là une nouvelle illustration du « mouvement réel » cher à Marx (une de plus depuis 1886), mais il est certain qu'il n'aurait eu ni la même ampleur ni la même relative cohésion sans l'intervention très active des militants communistes ainsi que de la Centrale révolutionnaire des mineurs (C.R.M.) et du Secours rouge international, organisations créées récemment à l'initiative du P.C.B. Les médias de l'époque ne manquèrent pas de dénoncer à cette occasion l'œuvre ténébreuse de la « main de Moscou » qui devait logiquement appartenir à « l'homme au couteau entre les dents ».

Politiquement, cette action de masse fut un ballon d'oxygène pour le Parti communiste qui, on l'a vu, en avait grand besoin. Il recruta beaucoup de nouveaux membres dans les bassins industriels wallons. Ses effectifs passèrent de 120 à 290 membres dans le Borinage, de 89 à 620 dans le Centre, de 111 à 481 à Charleroi, de 204 à 602 à Liège. Il faut toutefois relativiser ces résultats sur le plan organisationnel. Le parti resta, dans les années qui suivirent, un « parti passoire » et il ne réussit pas à s'étoffer réellement, non plus qu'à maintenir le tirage du *Drapeau Rouge* au niveau atteint durant les grèves. À ce propos, J. Gotovitch a fait état d'une enquête sur le P.C.B. qui fut menée fin 1934-début 1935 par le Hongrois Andor Berei, délégué du Secrétariat latin du Komintern, enquête d'où il ressort que l'origine principale des déboires du parti était d'ordre sociologique, sa base comptant un nombre très élevé de chômeurs « sans espoir d'embauche » (17). Fin 1934, une défaite essuyée par les tisserands verviétois, après plus de trois mois de grève, ne devait rien arranger à cet égard. Reste que les faiblesses du parti furent toujours partiellement compensées par la qualité d'une « élite » militante que les scrutins de 1932 avaient encore fait apparaître grâce à l'élection à la Chambre des députés de Joseph Jacquemotte à Bruxelles, Julien Lahaut à Liège et Henri Glineur à Charleroi.

Lorsqu'on évoque les suites de la grève de 1932 en Belgique, on ne peut échapper à l'obligation de situer les événements dans leur cadre international et de prendre en compte un fait d'une importance majeure pour l'avenir, à savoir l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler, dès 1933. L'Allemagne était devenue nazie comme, bien des années auparavant, l'Italie était devenue fasciste. Il y eut sans doute une relation plus ou moins consciente entre le choc provoqué par la victoire nazie et, malgré la persistance concomitante du sectarisme et d'un anticommunisme primaire, certaines tentatives de rapprochement qui eurent lieu au sein de la gauche divisée. On peut interpréter de la sorte le pacte d'action commune qui fut conclu, en août 1934, entre la Jeunesse communiste et la Jeune garde socialiste, même si le Komintern y vit une faute grave sous prétexte que l'accord faisait, selon lui, la part belle au trotskisme. Mais l'aggravation du péril fasciste ne tarderait plus à changer la donne et dans les partis communistes et au niveau de l'I.C. elle-même. L'année 1934, c'est aussi le retentissement des manifestations parisiennes qui voient les forces de gauche s'unir dans la rue quasi spontanément, pour barrer la route à un putsch d'extrême-droite ; c'est déjà le signe prémonitoire d'un revirement politique qui, en France d'abord, substituera le concept de « Front populaire » à celui, par trop sommaire, de « classe contre classe ». Le P.C.B. s'inscrira dans la même orientation prioritairement antifasciste lors de sa conférence d'avril 1935, à Charleroi, où il aura aussi l'opportunité de manifester son esprit critique envers le Plan du travail adopté antérieurement (décembre 1933) par le P.O.B. Ce plan élaboré par Henri De Man en vue de combattre la crise comportait des idées intéressantes (dont André Renard se souviendra dans les débats des années 50-60), mais elles allaient rester lettres mortes, y compris après que leur auteur fut devenu ministre, en 1936. Outre le fait qu'elle ramena Jacquemotte et Lahaut à la direction du parti - De Boeck et Willems étant écartés -, la conférence d'avril fut un acte de modernisation politique dont on aurait pu dire qu'il anticipa sur le VIIème congrès de l'Internationale communiste (août 1935) si l'on ne savait qu'Andor Berei avait suivi de près la préparation des débats. Effectivement, dans son rapport au VIIème congrès, Georges Dimitrov souligna la nécessité d'un front commun pour combattre les effets de la crise et « contre la liquidation des libertés démocratiques bourgeoises », contre le danger de guerre (19).

C'est ainsi que, stimulé par l'ascension du Front populaire en France, le P.C.B. put s'engager dans les grandes luttes sociales de 1936, en particulier dans la grève générale qui mobilisa, en juin, environ 400.000 travailleurs et qui aboutit, entre autres, à la conquête des congés payés. Aux élections de mai, le parti avait remporté un succès non négligeable : neuf députés et une forte progression de ses voix, surtout à Bruxelles (près de 12 %) et en Wallonie (9,33 %). L'orientation nouvelle adoptée en 1935 avait payé ; elle s'avéra durable et assura un renouvellement, cette fois beaucoup plus stable, de la composition sociale du parti. On put constater en Belgique que les paroles de Dimitrov n'étaient pas des paroles « en l'air » quand, en 1937, on vit les communistes soutenir la candidature du catholique van Zeeland contre celle de Léon Degrelle lors d'une élection législative partielle qui eut lieu à Bruxelles (scrutin provoqué délibérément par le chef de Rex). Entre-temps, avec la caution de l'I.C., Joseph Jacquemotte avait formulé une proposition nouvelle dans les colonnes du *Drapeau Rouge* du 18 juillet 1936, proposition qui montre à quel point l'homme avait de la suite dans les idées : « Nous proposons que le P.C. prenne place dans la grande famille des diverses organisations (...) qui forment le P.O.B. » (20). Mais Jacquemotte n'eut pas l'occasion de se préoccuper du suivi de la proposition puisqu'il mourut en pleine activité le 11 octobre de la même année, peu de temps après que le *Drapeau Rouge* eut fait place à un nouveau journal : *La Voix du Peuple* (1er octobre 1936). Pour le reste, bien qu'elle n'eut aucune suite pratique, l'idée ne manquait pas de signification dans le contexte d'une époque où l'antifascisme militant se traduisait aussi par l'envoi en Espagne de volontaires chargés de défendre la République contre les armées franquistes que Berlin et Rome

soutenaient activement. « Recrutés comme partout sur base des filières du parti, 1.800 membres des Brigades internationales, dont 600 étrangers, sont partis de Belgique » (21).

Précisons encore qu'en 1937, les organisations communistes flamandes créèrent une formation distincte, le V.K.P., avec Georges Van den Boom à sa tête. Cette initiative, approuvée par l'ensemble du P.C.B. (dont elle ne mettait d'ailleurs pas en cause l'unité politique) devait cependant rester sans suite à moyen terme du fait de la situation nouvelle et du climat patriotique qu'engendra la lutte contre l'occupant allemand.

Mais, à la fin des années 30, la lutte antifasciste ne faisait que commencer et l'une des plus grandes tragédies de l'histoire de l'humanité se profilait déjà à l'horizon.

(14) Dans son ouvrage déjà cité, José Gotovitch signale que « Dans son manifeste fondateur, le P.C.B. avait fait une place honorable à la question des langues perçue en réalité comme une question flamande ».

(15) Le film documentaire de Joris Ivens et Henri Storck, *Misère au Borinage* (Bruxelles : EPI-Club de l'écran, 1933), réalisé avec le concours de l'avocat communiste Jean Fonteyne, donne une image saisissante de cette misère.

(16) Michel Hannotte et al. *Mineurs en lutte ! : la grève générale de l'été 32*. Bruxelles : Fondation Joseph Jacquemotte ; Seraing : Institut d'Histoire Ouvrière, Économique et Sociale, 1994, p. 94.

(17) José Gotovitch, op. cit., p. 11.

(18) Par la suite, résidant en U.R.S.S., Marc Willems fut victime de l'arbitraire stalinien et ne fut libéré et réhabilité que grâce à l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir.

(19) Georges Dimitrov. *Œuvres choisies*. Sofia : Sofia-presse, 1972, t. 2, p.33.

(20) Augustin Duchâteau. *Une grande figure du mouvement ouvrier belge : Joseph Jacquemotte : articles et interpellations parlementaires, 1912-1936*. Bruxelles : Parti communiste de Belgique, 1961, pp. 237-239.

(21) José Gotovitch, op. cit., p. 23.

## V. DE LA « DRÔLE DE GUERRE » À LA LIBÉRATION. 1938-1945.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, alors que les communistes entendaient lutter « contre la liquidation des libertés bourgeoises », les gouvernements en principe les plus épris desdites libertés (l'un d'eux étant même issu du Front populaire !) laissèrent les mains libres à Franco pour étrangler la République espagnole (1936-1939). Cette politique de non-intervention relevait de la même politique de renoncement qui allait conduire aux accords de Munich, livrant la Tchécoslovaquie au III<sup>ème</sup> Reich (fin septembre 1938). Les conséquences ne se firent pas attendre. Le séisme munichois eut pour première réplique, l'année suivante, le pacte de non-agression germano-soviétique. Quant à la Belgique, elle avait approuvé Munich tout comme la non-intervention, se réfugiant ainsi dans une politique de neutralité qui était une autre manière de refuser les accords de sécurité collective que l'Union soviétique avait proposés jusque-là aux démocraties occidentales.

Sur le plan de l'argumentation politique, cette période se caractérise par une extraordinaire confusion, comme l'indique déjà ce qui précède. En Belgique, Léopold III croyait se montrer fidèle aux leçons que son père lui avait données, durant la guerre précédente, en gardant les mains libres à l'égard d'alliés sans scrupules. Son ministre des affaires étrangères, P.H. Spaak, déclarait : « Je refuse d'admettre l'idée que la prochaine guerre sera celle du fascisme contre la démocratie (...). Une fois de plus, ce seront les impérialismes qui se heurteront. La démocratie n'a rien à faire là-dedans ». Et il évoquait, parmi d'autres, le cas de la Pologne (22). Il est vrai que ce pays n'hésita pas à prendre part au dépeçage de la Tchécoslovaquie, de concert avec l'Allemagne et la Hongrie horthyste. Les communistes, eux, soutinrent vigoureusement la République espagnole, menèrent campagne sur le thème « Non, Munich n'a pas sauvé la paix » et, dans un premier temps, ils analysèrent avec sérieux les raisons du pacte germano-soviétique, mais, par la suite, la confusion générale les atteignit à leur tour : la guerre était une guerre impérialiste et le slogan qui s'imposait était « Ni Londres ni Berlin », retour en arrière que Léopold III et Spaak avaient déjà opéré d'une autre manière et dans une autre optique. À certains égards, on pourrait d'ailleurs en dire autant de Staline : en concluant le pacte d'août 1939 avec Hitler, il posait un acte que lui dictaient les circonstances, en même temps qu'il se saisissait d'une occasion de récupérer des territoires perdus entre 1918 et 1921. Mais il nourrissait aussi une illusion coûteuse en s'imaginant que les rivalités inter-impérialistes finiraient, à ce stade, par l'emporter sur l'antisoviétisme. Ainsi la « drôle de guerre », alors imminente, eut-elle un prélude à sa mesure.

Malgré son isolement politique, le P.C.B. avait pourtant réussi à stabiliser sa cohésion interne et son électorat. Aux élections législatives de 1939, il conserva ses neuf sièges à la Chambre avec une perte de voix limitée à 0,70 %. Il y eut bien quelques défections parmi ses militants, mais - sérieuse contrepartie - ce fut aussi cette année-là que le rejoignit le docteur Marteaux, éminente personnalité socialiste, à la suite de la reconnaissance du gouvernement franquiste par le gouvernement belge.

La disparition de Joseph Jacquemotte avait amené à la tête du parti un des députés élus en 1936, Xavier Relecom, ancien secrétaire du Secours rouge. Le 5 septembre 1939, celui-ci avait pris la parole à la Chambre pour déclarer que la guerre qui commençait était la conséquence de la politique hitlérienne, que la Pologne était en droit de se défendre et que, si l'on en était arrivé

là, la responsabilité en incombait à la politique de capitulation des puissances occidentales. L'abandon temporaire de ce langage sous la pression du Komintern constitua une grave erreur dont la correction ne s'esquissa qu'après l'invasion allemande.

Certes, on peut estimer que la Seconde guerre mondiale présenta des aspects de guerre impérialiste du côté des alliés aussi. Le but de guerre de Churchill (qui avait soutenu Mussolini à ses débuts) était avant tout la sauvegarde d'un empire britannique aussi vénérable que repu et ce fut à cette fin qu'il combattit également le nazisme, celui-ci étant devenu l'expression exacerbée d'un impérialisme allemand en quête d' « espace vital » autant que de revanche. Reste que la nature même du nazisme (et du fascisme en général) fit objectivement de cette guerre, dès l'origine, une guerre de libération. Staline lui-même finit par le reconnaître, à sa manière : comme s'il l'avait toujours dit !

Vers la fin de la « drôle de guerre » et le 10 mai 1940, les autorités belges firent procéder à l'arrestation d'une série de militants communistes qui furent expédiés et internés en France aux côtés de divers individus que, par la suite, on appellerait des « inciviques ». Puis, les combats terminés, des contacts furent renoués peu à peu au cours des premiers mois de l'occupation. En juin 1940, il y eut des tentatives de faire réparaître des journaux communistes. L'occupant les voua à l'échec, sauf en ce qui concerne l'hebdomadaire culturel flamand *Ulenpiegel* qui devait d'ailleurs échapper à ses fondateurs. Le Comité central du P.C.B., réuni en janvier 1941, fit donc paraître clandestinement *Le Drapeau Rouge* qui remplaça *La Voix du Peuple* (23), et *De Rode Vaan*. Si le renvoi dos à dos de Londres et Berlin y était toujours de mise, on y trouvait également une critique sévère de « ces messieurs de l'Ordre nouveau » (n°1, février 1941) et un article proclamant que « contre le national-socialisme, agent du grand capital, la lutte pour le socialisme continue » (n°2, mars 1941) (24). À la même époque, le P.C.B. essaiera en outre, sans grand succès, d'occuper le terrain laissé ouvert par la dissolution du P.O.B., dont le président, Henri De Man, était passé à la collaboration et se disposait à fonder l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (U.T.M.I.), syndicat toléré par les nazis.

Selon José Gotovitch, le Comité central de janvier 1941 prit des positions annonciatrices d'un tournant. Sa résolution, écrit-il, « admet le caractère patriotique de la résistance développée par certaines couches de la bourgeoisie anglophile et met en évidence la nécessité de créer un mouvement parallèle pour éviter que la classe ouvrière ne se mette à sa remorque. La voie est tracée, mais non encore dégagée pour la mise sur pied du Front de l'Indépendance contre l'ennemi commun et exclusif, l'occupant. » Et de préciser : « La grande grève des mineurs et des métallurgistes de mai 1941 marquera la réinsertion du parti dans la réalité sociale. Son rôle de catalyseur et d'organisateur du mouvement lui vaudra de supplanter les anciens délégués syndicaux socialistes dans de nombreuses entreprises wallonnes. »

Après le 22 juin 1941 (qui voit l'arrestation de nombreux communistes, dont Julien Lahaut), « le P.C.B. trouve enfin des interlocuteurs pour bâtir l'alliance proposée, en même temps qu'il se lance dans l'action armée (...) Comme partout en Europe, le P.C. s'identifie bientôt à ce combat exclusif et (...) il se renforce pour dépasser, dans la clandestinité, le nombre d'adhérents jamais atteint au cours de son existence : fin 1943, il compte plus de 11.000 membres. Mais, au-delà, il rassemble au sein du Front de l'Indépendance, qu'il a lancé, doté, organisé et qu'il encadre, la force la plus importante de la résistance populaire. Sa légitimation par le gouvernement belge de Londres, qui annule l'isolement officiel de 1939, a comme corollaire la reconnaissance de l'autorité de ce dernier » (25). Sur un autre plan, les communistes ont réussi à renforcer leur

influence dans de nombreuses entreprises grâce à la création de Comités de lutte syndicale (C.L.S.), amorce des futurs Syndicats « uniques ».

On notera enfin que la lutte armée (sabotages, attentats contre les collaborateurs, etc.), avant même de prendre forme avec la création des Partisans armés (P.A.), eut d'autant plus d'efficacité qu'elle compta parmi ses initiateurs des hommes de terrain comme Raoul Baligand, ex-capitaine des Brigades internationales. Cette action coûta très cher en vies humaines, sans parler des souffrances subies par les rescapés. Les pertes furent particulièrement lourdes en juillet 1943, quand la police allemande réussit un coup de filet qui envoya dans les camps de concentration ou sous le feu des pelotons d'exécution une centaine de cadres du parti, parmi lesquels nombre de ses dirigeants et membres de l'état-major des Partisans. On comptait parmi eux Xavier Relecom, Joseph Leemans, Georges Van den Boom, ainsi que Pierre Joye, chef de file des Partisans armés, et Jacques Grippa, chef d'état-major. D'autres dirigeants importants avaient déjà été arrêtés au printemps de la même année, et parmi eux, Constant Colin, en avril. Un mois plus tôt, l'aile flamande du parti avait été durement touchée par l'arrestation de plusieurs de ses leaders, dont Jef Van Extergem qui perdit la vie en Allemagne, tout comme Colin. Mais, on l'a vu, malgré ces lourdes pertes, le parti ne cessa de se renforcer jusqu'à la Libération.

---

(22) Paul-Henri Spaak. Pour la paix : discours prononcé [...] au Conseil général du Parti ouvrier belge, le 23 février 1938. Bruxelles ; Paris : Labor, 1938, pp. 16-17.

(23) *Le Drapeau Rouge* fut mis sur pied par un jeune membre du Bureau politique, Pierre Bosson, arrêté en 1941 et mort en déportation.

(24) *Le Drapeau Rouge clandestin : pages glorieuses du Parti communiste de Belgique*. Bruxelles : Fondation Joseph Jacquemotte, 1971.

(25) José Gotovitch, op .cit., p. 27.

## VI. DE L'APOTHÉOSE - 1944/45 - AU CONSTAT D'ÉCHEC (1954).

La Libération constitue une apothéose pour le P.C.B. qui s'attribue 100.000 membres (en réalité, environ 88.000) et se proclame le « parti des fusillés », ce qui n'est guère engageant du point de vue de la propagande, mais correspond néanmoins à une réalité. Ses pertes ont été énormes et ont aussi affecté ses cadres intermédiaires. Une nouvelle direction a pris les rênes après la rafle de juillet 43, avec des hommes comme Edgar Lalmand, nouveau secrétaire général, et Jean Terfve. Elle a fait preuve d'un exceptionnel sang-froid, mais se trouve à la tête d'un parti dont la base a presque décuplé en quelques mois, alors que les responsables fédéraux et locaux, dans la plupart des cas, n'ont aucune expérience politique. Et l'on en dira autant des militants des syndicats « uniques » issus des comités de lutte syndicale (C.L.S.). Quand des responsables plus expérimentés - ceux qui ont survécu - reviendront des camps nazis, trop de difficultés se dresseront devant eux. Or, pour la première fois dans son histoire, le P.C.B. est en état de devenir un parti gouvernemental. Mais dans quelles conditions ? Le programme de « rénovation » du pays qu'il a élaboré est un authentique programme progressiste, mais sa réalisation implique une mobilisation populaire qui, dès novembre-décembre 1944, se heurtera à un barrage dont le commandement des troupes britanniques ne sera pas le moindre élément dissuasif. Le Front de l'Indépendance, dont font partie beaucoup de libéraux et de démocrates chrétiens, y perd de sa crédibilité et son principal porte-parole, Fernand Demany, finira par rompre avec le parti.

Dans deux gouvernements successifs, des communistes exerceront des fonctions ministérielles entre 1944 et 1947. Il s'agit principalement de Lalmand au Ravitaillement, de Terfve à la Reconstruction, de Borremans aux Travaux publics et de Marteaux à la Santé publique. Rien ne permet de mettre en cause la qualité de leur travail, au contraire. Pour ne citer qu'un exemple, on dira de l'œuvre du ministre Marteaux qu'elle « fut féconde, bien que ses successeurs n'aient pas utilisé toutes les armes qu'il avait forgées » et que « toutes ses initiatives ont été élaborées selon une conception d'ensemble, aux proportions vastes et mûrement coordonnées » (26). Dans les critiques qui, plus tard et au sein même du parti, furent exprimées à propos de la participation communiste au gouvernement, on relève un reproche certainement fondé : pourquoi avoir ainsi monopolisé les portefeuilles les plus ingrats, surtout le ravitaillement et la reconstruction, en laissant à d'autres le bénéfice de réformes populaires, telles la Sécurité sociale ?

En fait, on avait vu se répéter un scénario très proche de celui d'après 1918. Le nouveau Parti socialiste qui avait refusé de s'associer au Front de l'Indépendance, après sa reconstitution fin 1941, avait été l'un des principaux artisans de ce scénario préparé de longue main. Selon J. Gotovitch, il s'entend avec le patronat et les syndicats traditionnels pour verrouiller la sortie du conflit au moyen d'un compromis sur le régime économique et social du demi-siècle à venir (27). Ce fut aussi dans cet esprit que les premières élections législatives de l'après-guerre furent retardées jusqu'à février 1946. Sans doute le P.C.B. y augmenta-t-il son nombre de voix (12 %) dans les bassins industriels wallons et à Bruxelles, et d'élus (23 députés), mais ces résultats furent loin de correspondre aux espérances, surtout en Flandre (un peu plus de 5 % des voix). Aussi la rupture de mars 1947 n'eut-elle rien d'une surprise. Son motif immédiat avait été le refus opposé par les ministres communistes à l'augmentation du prix du charbon, mais leur démission (d'ailleurs souhaitée à la base) avait maintenant pour contexte - et c'était un contexte mondial - les débuts de la guerre froide, un net durcissement de la confrontation Est-Ouest. De là, le rejet

du plan Marshall par les P.C. qui voyaient en lui un plan de restauration de la puissance du capitalisme en Europe occidentale, mais qui n'en suscitait pas moins de grandes espérances dans une population qui souhaitait la fin rapide des privations.

Les rêves de 1944-45 prenaient fin pour toujours. Mais, rétrospectivement, il ne s'ensuit pas que les luttes menées sous leur impulsion devaient être tenues pour vaines, car elles ont concouru à rendre possibles de nouvelles et importantes avancées sociales, à commencer par la Sécurité sociale, la création des conseils d'entreprise, etc. De même, on aurait tort de perdre de vue que la fondation de la F.G.T.B., en 1945, correspondit à un des principaux objectifs que s'était tracé Joseph Jacquemotte ; et n'y change rien le fait que, quatre ans plus tard, le P.S.B. allait pouvoir la contrôler de plus près grâce à l'Action commune.

Dominée, d'une part, par les tensions que la guerre froide ne cesse d'engendrer à l'initiative de l'impérialisme américain et, d'autre part - Staline s'y employant -, par l'effacement progressif des promesses que les démocraties populaires avaient fait naître à l'origine, la suite des événements pousse le P.C.B. dans les ornières du sectarisme (28). Un sectarisme qui contribue fortement à la chute rapide de son influence même si des moments d'émotion, tel celui qui suivit l'assassinat de Julien Lahaut (août 1950), lui valurent quelques « bains de foule ». De 1946 à 1954, il passe de 23 à 4 députés et ses effectifs fondent malgré un niveau de militantisme qui reste très élevé, comme on le constate à l'occasion de l'appel de Stockholm (1950) ainsi que dans les mouvements de grèves de 1950 (affaire royale), 1952 (contre les 24 mois de service militaire) et aussi lors de la grève des mineurs borains de 1954 qui sera le dernier combat et le dernier succès du S.U. des Mineurs (lequel, à l'instar de celui de la Pierre, ne s'était pas intégré à la F.G.T.B. en 1945). Ce dynamisme tient en partie à l'esprit internationaliste des militants qui ressentent comme des succès de *leur* mouvement les événements de Prague, en 1948, et de Chine, en 1949. Il se traduit aussi par la participation active de militantes communistes à la création, en 1949, du Rassemblement des femmes pour la paix. En 1952, la Jeunesse populaire de Belgique (qui regroupait les jeunes communistes depuis 1946) se montra particulièrement active dans la grève contre les 24 mois de service militaire. Mais les leçons de 1935 ont été oubliées. À partir de positions de principe parfaitement fondées, comme à propos de la république ou de la durée du service militaire, on lance des mots d'ordre de lutte qui ne tiennent pas compte des rapports de force, alors que leur évaluation correcte est une des clés de la pratique marxiste ; au lieu de critiquer l'opportunisme du P.S.B. en fonction de la lutte contre l'adversaire principal, en l'occurrence la droite, on se comporte comme si l'adversaire principal était le P.S.B. lui-même ; on exclut à tort et à travers des « déviationnistes » réels ou supposés au nom d'une conception étriquée du centralisme démocratique.

Tout cela finit par créer un grand malaise dans les rangs du parti. Mais c'est la nouvelle défaite aux élections législatives de 1954 qui fit déborder le vase.

---

(26) Raoul D'Hoedt. « A propos d'une commémoration. L'activité d'Albert Marteaux, ministre de la Santé publique », in : *Bulletin mensuel de l'Union des Anciens étudiants de l'Université Libre de Bruxelles*, Bruxelles : UAE, septembre 1960, n° 27, p. 9. Cité par Jacques Lemaître, « Au ministère de la santé publique », in : *Cahiers marxistes*, Bruxelles : Free, oct.-nov. 1999, n° 213, p. 275.

(27) José Gotovitch, op. cit., p. 27.

(28) Parmi les erreurs commises, on évoque souvent au moins deux discours dans lesquels Edgar Lalmand reprit à son compte une déclaration de Maurice Thorez selon laquelle les troupes soviétiques seraient accueillies en libératrices au cas où les Etats-Unis déclencheraient un conflit, déclaration probablement inspirée par le Cominform (Bureau d'information des partis communistes - 1947 à 1956), à une époque où le leader français estimait lui-même que la paix ne tenait plus "qu'à un fil". On peut toutefois penser qu'à un moment donné, Edgar Lalmand, soit éprouva quelques hésitations, soit - plus vraisemblablement - estima qu'il en avait assez dit sur le sujet. En effet, une nouvelle déclaration en ce sens lui ayant été prêtée, cette fois à tort, dans les colonnes du *Drapeau rouge*, le journaliste concerné fit l'objet de remontrances.



## VII. DU XI<sup>ème</sup> CONGRÈS À LA « GRANDE GRÈVE » DE 60-61.

Il n'y a aucun rapport entre les changements qui commencent à s'opérer à la tête du P.C.U.S., après la mort de Staline (mai 1953) et la volonté de rénovation qui se manifeste dans les rangs du P.C.B. Cette volonté naît de l'expérience douloureuse vécue par des hommes et des femmes qui, sur le terrain, ont joué un rôle déterminant dans les luttes, en particulier celles de 1950 et 1952, et qui, in fine, se sont retrouvés sur un banc de sable. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une volonté unanime, mais elle est assez forte pour l'emporter lorsque le XI<sup>ème</sup> congrès du parti siège à Vilvorde en décembre 1954. Ce congrès marque un tournant, en ce sens qu'il renoue avec l'esprit de 1935 (sans que la plupart des congressistes en aient conscience) et qu'il l'adapte à une situation nouvelle dont la moindre caractéristique ne sera pas la fin d'un stalinisme « pur et dur ». Et c'est à ce niveau que le XX<sup>ème</sup> congrès du P.C.U.S., tenu en février 1956, interférera positivement avec la nouvelle ligne que s'est tracée le P.C.B. Certes, le changement ne se fera pas sans difficultés. Il y aura beaucoup de chocs. Bien des militants n'ont pas oublié ce que le parti doit à des dirigeants comme Lalmand, Terfve et d'autres qui l'ont porté à bout de bras lors du désastre de 1943. Aussi est-ce avec une vive satisfaction que l'on accueille J. Terfve quand, après réflexion, il se rallie à la nouvelle orientation du parti, qu'il contribue d'ailleurs à affiner dès le congrès de Gand (1957). Il y a aussi un nouveau choc électoral. Aux élections législatives de 1958, le parti n'a plus que deux élus à la Chambre, mais, cette fois, le sentiment qui prévaut après l'échec est qu'il faudra du temps et de la persévérance pour que les choix du XI<sup>ème</sup> congrès commencent à porter leurs fruits. Choc encore plus dur : celui qui résulte du XX<sup>ème</sup> congrès du P.C.U.S. (février 1956), car l'image que la plupart des militants ont gardée de Staline reste celle, outrageusement idéalisée, du bâtisseur du premier État socialiste du monde et surtout du vainqueur de Stalingrad. Et pourtant, dans une large mesure grâce à l'esprit du XX<sup>ème</sup> congrès, ce choc-là aussi s'avère salutaire. Il permettra au P.C.B. de se positionner plus aisément (ou moins difficilement) par rapport à une série de secousses graves qui, en octobre-novembre 1956, mettent en évidence méfaits et séquelles du stalinisme dans des pays comme la Pologne et la Hongrie. C'est surtout en Hongrie que la situation se révèle dramatique ; elle l'est au point de provoquer une intervention militaire soviétique. Pour le P.C.B., cette intervention se justifie dans la mesure où l'opposition démocratique hongroise a été débordée par des forces contre-révolutionnaires, mais si cela s'est produit, c'est justement parce que le pouvoir avait obstrué les voies d'un renouveau du régime. Il convient par ailleurs de mettre cette vision des choses en rapport avec un autre événement retentissant et simultané : l'attaque anglo-franco-israélienne contre l'Égypte à la suite de la nationalisation du canal de Suez. La lutte anti-impérialiste ne se fragmente pas. Elle se fragmente si peu que, très vite, le parti va devoir prendre ses responsabilités à l'occasion des troubles qui menacent « notre » Congo dès janvier 1959 et qui aboutit à la proclamation de son indépendance en juin 1960. Patrice Lumumba sera aidé par le P.C.B. et, en particulier, par Jean Terfve et Albert De Coninck qui se rendent sur place (29).

Sur le plan de la politique intérieure, après l'affaire royale et la question du service militaire, les années 50 sont surtout marquées par la guerre scolaire (1954-1955), dans laquelle le P.C.B. soutient les positions de la laïcité, et par un congrès extraordinaire de la F.G.T.B., tenu les 30 et 31 octobre 1954, qui devait déboucher, en 1956, sur la publication d'un document-programme, « Holdings et démocratie économique ». Ce programme inspiré par la gauche syndicale et, en particulier par André Renard, est axé sur ce qu'on appellera les réformes de structure et est dicté

à ses auteurs par les signes évidents du déclin économique de la Wallonie (30). On peut le résumer en trois points :

- mise sous statut public du secteur de l'énergie ;
- planification souple de l'économie en vue d'orienter les investissements ;
- contrôle des groupes financiers.

C'est donc une sérieuse avancée, mais encore faut-il tenir compte du fait que ce programme aurait subi le sort d'une belle barque échouée si le flux des grèves de 60-61 ne l'avait mis temporairement à flot (31).

La nouvelle direction du P.C.B. est maintenant composée de militants qui ont été les principaux acteurs du tournant de 1954 ou qui se sont inscrits rapidement dans la nouvelle orientation du parti : Ernest Burnelle, secrétaire national et futur président (août 1961), René Beelen et Gérard Van Moerkerke, autres membres du secrétariat élu à Vilvorde, Frans Van den Branden, ex-« meneur » des dockers anversois, Robert Dussart, syndicaliste en vue à Charleroi, de vieux routiers comme Jean Blume, Albert De Coninck, Augustin Duchâteau, Georges Glineur, Jean Terfve. De nouvelles figures, du moins à ce niveau, apparaîtront au cours des années 60 et 70 : Urbain Coussement, Marc Drumaux, Jan Debrouwere, Marcel Levaux, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jef Turf, Louis Van Geyt.

En 1960, d'importantes forces de gauche sont donc disponibles pour contrer la « loi unique » que le gouvernement P.S.C.-libéral veut imposer au pays, loi-programme d'austérité contenant un ensemble de dispositions fiscales, sociales et économiques applicables par arrêtés d'exécution. Seul manque à l'appel des opposants un syndicalisme chrétien qui n'a pas encore pris sa place au sein de la gauche (comme il le fera un peu plus tard avec l'ensemble du M.O.C.), mais qui ne sera pas suivi pour autant par l'ensemble de ses syndiqués.

La grève démarre le 20 décembre à Bruxelles, à l'initiative du secteur Communaux-Provinciaux de la C.G.S.P., et dans l'industrie, à partir d'assemblées ouvrières tenues aux A.C.E.C. de Charleroi, à Cockerill-Ougrée et sur les docks d'Anvers. À son stade le plus élevé, elle a vraisemblablement frôlé le demi-million de participants.

Comme l'a écrit René Deprez : « Les communistes furent parmi les plus actifs (...) tout au long de la phase préliminaire, pour inciter les organisations syndicales et le P.S.B. à adopter le mot d'ordre de grève générale le premier jour du débat parlementaire » (32).

Il est fréquent dans l'histoire sociale de la Belgique que les grandes grèves politiques n'obtiennent que des demi-victoires, selon l'expression de Vandervelde en 1913. Dernière du siècle, celle de 1960-61 ne fera pas exception et pour le même motif que bien d'autres : le P.S.B. soutient le mouvement, mais seulement dans les limites étroites du parlementarisme. En l'occurrence, il refuse aux grévistes l'ouverture du « second front » réclamé par André Renard, c'est-à-dire la démission de son groupe parlementaire, acte qui aurait permis de porter le débat sur la loi « unique » directement devant l'opinion. De ce fait, l'initiative repasse du côté de la majorité en place, tandis que la grève se termine de façon ordonnée, - ce qui était un des principaux soucis de René Beelen. Des élections auront lieu en mars et déboucheront sur l'entrée du P.S.B. au gouvernement au côté du P.S.C. Comme l'écrit José Gotovitch, « le retournement opéré par les dirigeants socialistes, qui avalisent notamment la mise au point de

lois pour le maintien de l'ordre, déclenche une fronde de gauche au sein du P.S.B. et porte en avant le P.C.B. » (33). Pour la première fois depuis des lustres, celui-ci voit ses effectifs grimper régulièrement : de 1959 à 1965, il passe de 11.345 à 14.320 membres. Aux élections de 1961, le P.C.B. récupère les sièges perdus en 1958 et, à celles de 1965, il obtient six élus, dont un allié à Bruxelles, avec près de 10 % des voix en Wallonie. (Il n'empêche qu'on espérait mieux...).

Mais la grève de 60-61 apporte une nouvelle donne dans la vie politique du pays. On l'a vu : parmi les origines des projets de réformes de structure économiques et financières, il y a la prise de conscience du déclin industriel de la Wallonie qui s'est précipité avec les fermetures de charbonnages imposées par la C.E.C.A. et la crise de la sidérurgie. Cette préoccupation va prendre de plus en plus de place dans la bataille, jusqu'à substituer partiellement la revendication du fédéralisme au rejet de la loi « unique » quand il devient clair que ce dernier objectif ne pourra être atteint. De là la naissance, à l'initiative d'André Renard, du Mouvement populaire wallon (M.P.W.), en avril 1961. Tout en insistant sur la nécessité de continuer le combat contre la loi « unique », les communistes en seront, notamment avec Jean Terfve et Théo Dejace, député de Liège, qui avait toujours été proche du mouvement « Wallonie libre », même au début des années 50, quand le P.C.B. s'était écarté explicitement des positions fédéralistes qu'il avait adoptées avant-guerre.

---

(29) Malheureusement, Lumumba ne les a pas écoutés quand ils voulurent le rendre attentif au danger que représentait Mobutu (qu'il tenait pour « un frère noir »).

(30) Dans le secteur du matériel roulant, par exemple, l'emploi passe de 17.787 en 1948 à 7.308 en 1955.

(31) Jacques Yerna. « Réformes de structure et contrôle ouvrier : utopies ou réalités ? », in : *Cahiers marxistes*, Bruxelles : Free, janv. 1991, n° 177, pp. 78-79.

(32) René Deprez. *La grande grève (décembre 1960-janvier 1961) : ses origines, son déroulement, ses leçons*. Bruxelles : FJJ, 1962, p. 109.

(33) José Gotovitch, op. cit., p. 33.

## VIII. 1965-1979. STABILISATION. STAGNATION. ÉROSION.

Dans la mouvance de la « grande grève », le redressement du parti se vérifie notamment dans son apport au mouvement wallon devenu un mouvement de masse à dominante progressiste. Il insiste sur l'importance du couplage fédéralisme/réformes de structure (antimonopolistes, précise-t-il) et il fait une priorité du développement de la démocratie. Ainsi contribue-t-il à la réussite de la pétition wallonne en faveur du droit au référendum d'initiative populaire (D.R.I.P.) (34) qui recueille 650.000 signatures (1963). Mais le P.S.B. préfère sacrifier une part de son audience plutôt que de soutenir le M.P.W. qu'il finit par attaquer frontalement, surtout après la mort d'André Renard (1962). Le résultat est une quasi liquidation du mouvement après 1964, mais on assistera surtout, dès 1968, avec le fameux « Walen buiten » de Leuven, à un changement d'épicentre de la problématique communautaire. Le P.C.B., quant à lui, a recueilli le fruit de ses efforts aux élections communales de 1964 et législatives de 1965, mais lui aussi pâtira de ce changement d'épicentre, essentiellement au profit des antagonistes francophones de la Volksunie. Le R.W. et le F.D.F. le priveront, au scrutin de 1968, d'environ un quart des voix qu'il avait obtenues en 1965. Par la suite, toutefois, ses scores électoraux se stabiliseront, du moins en Wallonie : 5,82 % en 1971 ; 5,52 % en 1974 ; 5,39 % en 1977 et de nouveau 5,82 % en 1978. Il est vrai que cette stabilisation ressemble fort à une stagnation, d'autant plus que l'on constate une érosion des effectifs globaux du parti qui, de surcroît, avait dû renoncer à la publication du *Drapeau Rouge* quotidien (1966) (35). À cela s'ajoute le fait - primordial pour un parti dit « de Belgique » - qu'il n'a jamais réussi à décoller en Flandre, malgré plusieurs points d'appui solides (Anvers, Gand, Alost...) et la qualité des militants flamands dont les principaux ont toujours joué un rôle important à la direction du parti.

Reste qu'il y a stabilisation et que celle-ci ne s'explique pas uniquement par une activité militante qui reste soutenue et par un début de fédéralisation du parti qui intervient en 1973, alors que les partis traditionnels se disloquent les uns après les autres (P.S.C.-C.V.P. en 1968 ; P.L.P.-P.V.V. en 1971-72 ; P.S.B.-B.S.P. en 1978). La contestation de 1968 a créé, durant quelques années, un climat propice au dialogue dans les milieux culturels, la jeunesse universitaire, les mouvements d'éducation permanente, et les communistes en ont bénéficié là où ils y ont pris part. La stabilisation s'explique aussi par les répercussions multiples, favorables et défavorables, d'un contexte international qui a toujours revêtu une grande importance pour les communistes belges. Il en est de favorables, surtout dans les cinq premières années de la décennie : union de la gauche en France, compromis historique en Italie, révolution des œillets au Portugal, fin du franquisme, chute des colonels grecs, défaites des U.S.A. au Vietnam, acte final de la conférence d'Helsinki (36). Même le drame chilien provoque une émotion qui joue, un temps, en faveur du rapprochement entre progressistes. Mais, à l'inverse, le contexte international, c'est aussi, depuis le début des années 60, le divorce entre Moscou et Pékin, avec des répercussions en Belgique où Jacques Grippa crée son propre parti maoïste en 1963, que rejoint notamment Henri Glineur ; c'est l'éviction de Khrouchtchev (1964) et le passage de l'U.R.S.S. sous la coupe du brejnévisme, la dégradation des valeurs du socialisme dans l'ensemble des pays s'en réclamant, le choc majeur que constitue, en 1968, le gâchis tchécoslovaque, car il ne s'agit plus, cette fois, de réprimer militairement une contre-révolution caractérisée, mais bien d'étouffer une indéniable entreprise de rénovation démocratique du socialisme. Quant, une dizaine d'années plus tard, surgira l'imbroglio afghan, la boucle du discrédit est, en fait, d'ores et déjà bouclée.

La mise en rapport de ces deux ensembles de facteurs favorables et défavorables explique certainement, pour une part, la longue période de stabilisation/stagnation qu'a vécue le P.C.B. durant les années 70.

Les facteurs défavorables ont fini par éclipser les autres. On peut se demander pourquoi, car, dès avant-guerre, la politique soviétique avait présenté plus d'un aspect négatif (c'est le moins qu'on puisse dire) et cela n'avait pas empêché la progression du communisme. En 1961 encore, la construction du mur de Berlin avait suscité une grande émotion et cela n'avait pas empêché le P.C.B. de marquer des points. On a donc quelques raisons de penser que la stagnation des années 70 et le déclin rapide qui suivra ont eu aussi pour cause un changement d'état d'esprit dans les couches et les milieux sociaux où, comme les autres P.C. européens, il a toujours eu vocation de s'implanter. De ce point de vue, la grève de 1960-1961 semble bien avoir été non seulement la dernière grève générale du siècle, mais aussi le chant du cygne historique d'un prolétariat industriel dont les statistiques continuent de confirmer l'effilochement. Ce phénomène de type sociologique s'est reflété dans des divergences internes éprouvantes et récurrentes : celles qui eurent trait à l'internationalisme prolétarien, à la solidarité dite critique envers le « socialisme réalisé », à la politique des alliances, surtout quand, après l'appel de Léo Collard en faveur du front des progressistes (1er mai 1969), se posa la question de savoir si l'expérience de l'Union démocratique et progressiste (U.D.P.) amorcée à Cuesmes, à l'initiative du sénateur communiste René Noël, pouvait être généralisée ou non, et si oui comment. Encore faut-il préciser ici que l'appel en question fut loin d'être accueilli avec enthousiasme, sur le terrain, par les cadres du P.S.B. Quant au M.O.C., il ne réagit pas autrement, même si une frange non négligeable de chrétiens progressistes s'y montra sensible et se rallia à l'U.D.P., laquelle connut des succès notables mais qui restèrent locaux. Du côté communiste, les oppositions principales vinrent de la fédération liégeoise et de certaines sections du Borinage. Ajoutons que la solution de ces problèmes n'a évidemment pas été facilitée par la disparition prématurée de dirigeants en pleine possession de leurs moyens : René Beelen en 1966, Ernest Burnelle en 1968, Marc Drumaux en 1972 (lequel avait été à l'origine d'un débat très intéressant sur la notion de contre-pouvoir).

Il serait d'ailleurs injuste de minimiser les efforts accomplis avec eux et ensuite avec Louis Van Geyt, successeur de Marc Drumaux, pour essayer d'aller de l'avant, parfois avec des moyens nouveaux comme la Fondation J. Jacquemotte et la revue *Cahiers marxistes* (37) qui avaient été mises sur pied par Claude Renard dans les années 60 (côté flamand, Masereel Fonds et *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*). En fait, ces efforts n'ont jamais été interrompus depuis le « coup d'envoi » du XIème congrès.

Le parti avait cessé de s'autoproclamer statutairement « parti d'avant-garde » dès le début des années 1960. René Beelen défendit vivement cette suppression, attitude que l'on rapprochera d'une proposition qu'il fit vers la même époque : l'adhésion du P.C.B. à l'Action commune, proposition dans laquelle on reconnaît une trace de l'héritage politique de Joseph Jacquemotte.

Au XIXème congrès (novembre 68), la position adoptée par le Bureau politique et le Comité central concernant la Tchécoslovaquie fut approuvée majoritairement en même temps qu'un projet politique traçant les perspectives d'une voie belge et démocratique vers le socialisme. On notera à ce propos que le XIème congrès avait rompu, dès 1954, avec la notion de dictature du prolétariat et que, par la suite, le parti ne cessa d'exprimer son désaccord avec la persécution des « dissidents », de Daniel et Siniavski à Sakharov en passant par Soljénitsyne. Tout cela

relève indéniablement de ce qu'on appellera l'eurocommunisme (quelle qu'ait pu être l'importance des oppositions internes à ce concept).

Le P.C.B. fut le premier à réclamer l'élection directe des Parlements régionaux. Sur le plan social, il appuya la grève, très dure, des mineurs de Zwartberg (Limbourg) contre la fermeture de leur charbonnage et celle des femmes à la F.N. sur le thème « A travail égal, salaire égal » (1966). En 1967, il joua un rôle particulièrement actif, avec Marcel Couteau, dans la bataille d'Anglo-Germain que son personnel occupait - une première - pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise. On le retrouve plus tard, dans la campagne pour les 36 heures, notamment à Liège, d'où elle avait démarré, et aux A.C.E.C. de Charleroi. En 1973, il apporta son soutien au mouvement de solidarité qui s'organisa en faveur du médecin communiste Willy Peers, gynécologue emprisonné parce que pratiquant ouvertement l'I.V.G. en vue d'obtenir sa légalisation. Revendication qui s'inscrivait dans le cadre général de l'action pour les droits de la femme, dont on avait pu constater le renforcement, surtout depuis 1968.

Enfin, le P.C.B. appuya sans réserve les grandes manifestations qui se succédèrent alors contre la course aux armements, en particulier contre les euromissiles, mettant l'accent, pour sa part, sur l'exigence d'une réduction simultanée des armements et d'une dissolution simultanée des deux blocs militaires. Sur le plan de la défense de la paix, le P.C.B. privilégiait une politique d'ouverture dans laquelle s'illustrèrent des personnalités comme Rosy Holender qui anima longtemps l'Union belge pour la défense de la paix (U.B.D.P.).

Mais ces efforts ne donnèrent lieu à aucun renforcement du P.C.B.

---

(34) Le texte de cette pétition avait été rédigé par François Perin et Jean Terfve. Il visait à subordonner l'adaptation des sièges parlementaires, favorable à la Flandre, à l'obtention de ce droit.

(35) *De Rode Vaan* avait cessé d'être quotidien au début des années 50.

(36) L'acte final de la Conférence d'Helsinki (août 1975) comportait des décisions favorables au développement de la coopération internationale ainsi qu'au respect des droits de l'homme et du citoyen.

(37) Le premier rédacteur en chef des *Cahiers marxistes* fut Augustin Duchâteau, en 1969, relayé en 1974 par Rosine Lewin à laquelle on doit la vitalité de cette publication qu'elle dirigea pendant quinze années. En 1989, Pierre Gillis et Michel Godard prirent la relève.

## IX. FIN DE PARCOURS.

Ces efforts devaient tourner court face à la vague de l'ultralibéralisme qui s'amplifia à la jonction des années 1979-1981, sous l'impulsion du duo Reagan-Thatcher. Mais les communistes ne devaient pas baisser les bras pour autant. Ils avaient relancé le *Drapeau Rouge* quotidien en 1974 et ils réussirent à le maintenir en vie jusqu'en janvier 1991. En 1977, ils sont présents pour soutenir la longue grève des sidérurgistes d'Athus contre les restructurations, comme ils le seront, en 1982, pour soutenir la manifestation des 150.000 métallurgistes qui envahit les rues de Bruxelles, comme ils le seront en 1983, pour soutenir la résistance que les travailleurs de Valfil opposent à la délocalisation de leur entreprise. La solidarité internationale n'est pas non plus absente de leurs préoccupations, comme le montre, en 1984-85, l'aide matérielle qu'ils apportent aux mineurs britanniques qui se sont engagés dans une grève au finish contre les restructurations.

Dans un tout autre domaine, le P.C.B. parachève la fédéralisation de ses instances entamée en 1973, avec Claude Renard à la présidence de l'aile wallonne et francophone et Jef Turf à celle de l'aile flamande, tous deux étant par ailleurs vice-présidents du P.C.B. En 1982, dans le cadre d'une révision des statuts, on procède à l'élection d'un Bureau politique paritaire. En 1983-84, les deux ailes du parti organisent leurs premiers congrès distincts et, en 1988, un congrès extraordinaire décide la création de deux partis distincts. Côté wallon et francophone, en 1986, Claude Renard passe la main à Robert Dussart (que relayera bientôt Pierre Beauvois). Côté flamand, Ludo Loose succédera à Jef Turf.

Pendant ce temps, de 1977 à 1983, le nombre de membres du P.C.B. tombe de 9.263 à 5.957. Aux élections de 1981, il n'aura plus que deux députés et plus un seul en 1985.

Il convient de situer ce recul accéléré dans le cadre des problèmes qui se posent depuis 1974, début de la crise économique mondiale, à l'ensemble du mouvement ouvrier. Le 29 mars 1979, le Front commun syndical organise à Namur une manifestation géante, alors que le pays vit une crise politique grave depuis octobre 1978. On attend beaucoup de cette impressionnante démonstration de force qui entend barrer la route à une politique d'austérité. Or, les mois et les années qui suivent verront se multiplier les atteintes au niveau de vie des travailleurs, et le premier acte en ce sens fut la désindexation partielle des salaires. Les libéraux mènent campagne pour « un gouvernement qui gouverne » et chacun comprend ce que cela signifie. D'une façon générale, le mouvement ouvrier est de plus en plus acculé à la défensive alors que, simultanément, comme l'a fait remarquer Enrico Berlinguer, le socialisme « réalisé » a fini par perdre ses capacités attractives. On observera par ailleurs que les espoirs fondés sur les succès initiaux de l'union de la gauche en France, Mitterrand ayant été élu président de la République, ne tarderont plus à grossir le flot des déceptions. Et, parmi les faits encourageants qui avaient marqué le début des années 70, bien d'autres étaient restés ou resteront sans lendemains.

Les difficultés accrues que connaît alors la direction du P.C.B. sont à la mesure de ces problèmes. Elle ne peut l'ignorer : dans l'hypothèse d'un échec définitif de l'expérience historique entamée en 1917, toutes les forces progressistes perdront un point d'appui essentiel et le monde basculera nécessairement dans le sens voulu par l'ultralibéralisme en pleine offensive. Les sujets d'inquiétude sont donc énormes, mais la nature même de l'action militante, quelle qu'elle soit, implique qu'un optimisme volontariste l'emporte sur les sujets d'inquiétude. De là des contradictions difficiles à gérer, souvent à la limite de l'ingérable. À cet égard, le soulagement relatif apporté par l'entrée en lice de Gorbatchev sera, on le sait, de courte durée.

Joue aussi un certain pourrissement du climat politique qui ne découle pas seulement des tueries du Brabant, sans parler des violences du terrorisme international. Déjà en 1977, le

retentissement positif de la bataille de l'Anglo-Germain avait brusquement cédé la place à l'émotion suscitée par l'incendie du magasin « L'Innovation », à Bruxelles, et des rumeurs avaient circulé selon lesquelles cet incendie aurait pu résulter d'un sabotage antiaméricain. Mais quand les « Cellules communistes combattantes » commencèrent à organiser leurs attentats, nombreux furent les témoignages qui se firent l'écho de la confusion que cet emploi abusif du mot « communistes » avait suscitée dans certains milieux populaires.

On en revient ainsi, sous un autre angle, aux raisons d'ordre sociologique du déclin du P.C.B. (et, à degrés divers, d'autres P.C. européens), mais ces raisons ne purent avoir un tel effet que parce qu'elles furent aggravées par un appauvrissement général de la pensée marxiste. À titre d'exemple, cet appauvrissement s'est traduit par le fait que les communistes n'ont pas compris à temps l'importance des problèmes nouveaux dont les écologistes se sont saisis durant la même période. Côté francophone, la question fut soulevée dans les débats du parti après les élections européennes de 1979 qui avaient fait apparaître une percée des écolos en Belgique. Mais il apparut très vite que les idées écologistes étaient alors perçues comme « petites bourgeoises » par des militants que leur indéniable valeur ne mettait pas à l'abri des travers de l'ouvriérisme.

Réduit à 3.000 membres, le Parti communiste de Belgique cesse d'exister en 1989, selon la décision prise l'année précédente, pour faire place au Parti communiste Wallonie-Bruxelles et au Kommunistische Partij-Vlaanderen. Bien qu'ils aient été chapeautés jusqu'en 1995 par une Union des communistes de Belgique toujours présidée par Louis Van Geyt, ces deux partis ne relèvent plus de l'aperçu historique ici esquissé.